

78
mars

Informations

N° 184 F

rassemblées à

ATA

LYON

et la région

RHONE

ALPES

JOURNAL D'EXPRESSION LIBERTAIRE

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

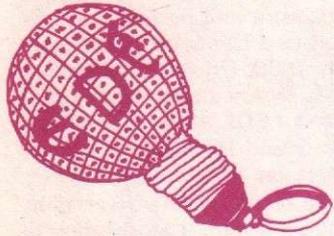
VOTEZ



**QUI VOUS VOULEZ
MAIS VOTEZ !**

*participa en los
jornadas
libertarias de
Lyon, con*

mouvement ANTI-NUCLEAIRE & AUTONOMIE



« quoiqu'il en soit, le nucléaire n'est qu'un des aspects le plus apparent de l'exploitation généralisée du capitalisme qui ne peut être mis en échec que par l'auto-organisation des individus et par la prise en mains de tous les aspects de notre vie quotidienne ».

Communiqué de C.A.R.L.O.S. 2/3/77
« cinq mois après Malville et deux mois avant les élections le mouvement anti-nucléaire (écologique, etc...) se trouve à un tournant décisif. Alors que les leçons de Malville n'ont pas été totalement tirées, certains veulent l'entraîner sur le terrain électoral ».
Pourquoi la lutte contre le nucléaire ?

Pourquoi la lutte contre le nucléaire ?

Tous les pays capitalistes développés de l'ouest comme de l'est ont dû adopter le nucléaire ce qui a priori n'est pas un choix idéologique mais une nécessité économique imposée par le niveau de développement technologique des forces productives. Si la plupart de ces pays ont arrêté le programme des surgénérateurs ce n'est pas pour des raisons morales mais celles purement techniques de sécurité. La France prend un grand risque en étant la seule à le garder, mais ce risque ne concerne que la population et là comme ailleurs le capital ne se soucie peu ou prou des conséquences sur l'écosystème.

Le gouvernement a fait le choix « irréversible » du tout nucléaire en 74, sous prétexte de la « crise du pétrole », mais ce choix découle logiquement de la rentabilisation de l'appareil productif du nucléaire militaire. Pour la petite histoire le programme nucléaire date de 1945 lors de la création de la CEA par un gouvernement composé de communistes, socialistes et gaullistes ! En 1952, le premier plan quinquennal décide la création du centre nucléaire de Marcoule pour la production de plutonium en vue de la fabrication de bombes A. En 56 le gouvernement français participe à la création de l'EURATOM.

Ce sont donc des gouvernements « socialistes » qui ont mis en place le programme nucléaire. Alors comment leur faire confiance aujourd'hui ? Ce programme fut mis en place sous l'égide de l'EDF, soi-disant service public alors qu'elle travaille directement pour le programme nucléaire, ce qui entraîne déjà une militarisation de certains secteurs de l'EDF (voir les ordonnances du 7 janvier 59). Le programme des surgénérateurs entraîne un accroissement de la production du plutonium, le transuranien le plus dangereux (0,7 microgrammes sont mortels). Le développement du programme nucléaire entraîne de façon inéluctable des changements politico-

sociaux importants: renforcement du entrainisme, du pouvoir, de la techno-bureaucratie, du pouvoir policier et la militarisation croissante de la société.

Pourquoi produire plus d'électricité ?

Le développement technologique du capital entraîne le remplacement de la force de travail humaine par: le machinisme; l'automatisme; l'informatique et la cybernétique dont l'énergie principale est l'électricité. Cette technologie n'a pas pour but, dans le cadre du capitalisme de libérer l'homme des travaux pénibles mais d'éliminer de plus en plus la force de travail humaine dont le coût de production est de plus en plus élevé. La recherche de profits nouveaux entraîne la production de marchandises nouvelles rapidement renouvelables: gadgets, etc... La concurrence nécessite des investissements énormes dans la publicité, la présentation (emballages perdus etc...)

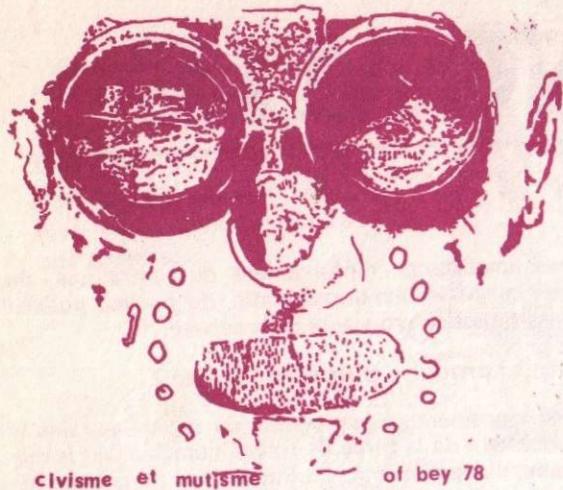
Les énergies et leurs technologies sont ainsi déterminées par le niveau de développement des forces productives: l'électricité est née avec le capitalisme au XX^{ème} siècle: énergie thermique (bois, charbon), hydraulique, le pétrole et enfin le nucléaire.

Opposer des énergies nouvelles comme alternative au nucléaire c'est faire abstraction des forces dominantes qui « créent » des technologies nécessaires à leur domination. De nouvelles technologies énergétiques déterminent un nouveau modèle de société qui remet totalement en cause la société et même la civilisation. Le développement du nucléaire entraîne une coopération mondiale entre tous les pays développés sur le dos des pays du « tiers-monde » fournisseurs d'uranium à bas prix comme pour le pétrole à l'origine, ainsi la France s'approvisionne principalement au Gabon (prix de revient de l'oxyde d'U. à vingt dollars le Kg au lieu de cent en France) Elle fait traiter son uranium aussi bien aux USA qu'en URSS, participe à l'eurODIF (France, Belgique, Italie, Espagne, et Iran), le programme nucléaire « français » dépend aussi de l'Allemagne, le Japon, le Canada, la Suède, etc... L'internationale nucléaire, civile et militaire n'est que l'aspect le plus spectaculaire de la domination mondiale de la techno-bureaucratie.

Pourquoi Lutter ?

Tout le processus du nucléaire représente des dangers, la plupart irréversibles, le plus important étant la radio-activité surtout à long terme:

- des mines d'uranium: destruction de l'environnement; dégagement de gaz radio-actifs, de radon (cancers du poumon pour les mineurs) traitements chimiques du minerai donc rejet de gaz nitreux et sulfureux; pollution des sols et de l'eau...
- raffinage du minerai, traitement chimique avec acide fluorhydrique, pollution, perte par transport etc...
- enrichissement du minerai par acide, risque de fuite d'hexafluorure d'uranium, comme à Pierrelatte, etc...
- les centrales sont le danger potentiel le plus important, surtout en ce qui concerne les surgénérateurs: risque d'excursion nucléaire, emballement et explo-



civisme et mutisme of bey 78

sion, risque d'explosion par le mélange de sodium et eau; pollution thermique de l'eau et destruction de l'aqua-système (eco-système aquatique), rejet d'eau tritiée (radio-active) etc...

- le transport et le traitement des déchets représentent de nouveaux dangers: la capacité de retraitement des combustibles irradiés étant insuffisante, le stockage s'amplifie dans les centrales où les deux seuls centres de retraitement de La Hague et Marcoule, avec rejet de gaz toxique et radio actif, etc...

- le stockage des déchets entraîne le rejet d'effluents radio actif, la pollution de la mer, des nappes phréatiques, etc...

Et pour couronner le tout: la prolifération de l'arme nucléaire et des explosions avec tous les risques de contamination.

A court terme le nucléaire représente un danger important pour tous les travailleurs: du CEA, de l'industrie

nucléaire et de l'EDF; à moyen terme pour tous ceux qui « vivent » près des centrales, des mines et des usines et pour nous tous à long terme par la destruction des éco système. C'est pourquoi nous devons tous nous considérer en état de légitime défense contre cette nouvelle terreur d'Etat.

Comment lutter ?

A priori il n'y a pas de formule magique, c'est l'expérience collective qui nous montre les meilleurs moyens de lutte. Si les dangers du nucléaire sont parfois irréversibles notre lutte doit être efficace à très court terme pour stopper le programme avant 1980. On nous reprochera de ne pas utiliser les moyens légaux de la démocratie, mais comment y croire quand l'EDF elle-même ne respecte pas sa propre légalité; quand les élections sont là pour entretenir la passivité et les illusions des masses. Jusqu'ici le Pouvoir a très peu reculé, il retarde certains projets ou réalisations en cours devant l'action directe des masses et des populations concernées, comme au Pélérin, les manifestations internationales comme à Malville et les multiples actes de sabotage. Si les travailleurs sont à priori les plus concernés à court terme, les syndicats ne sont pas très actifs dans la lutte, excepté pour quelques sections de la CFDT (Saclay, Marcoule et la Hague), cela tient à la nature même des syndicats: ne rien remettre radicalement en cause mais aménager la place du prolétariat au sein du capital. L'opposition politique traditionnelle, de la gauche au gauchisme ne s'intéressent que de façon opportuniste à la lutte anti-nucléaire dans un but souvent électoral.

La lutte anti-nucléaire est menée principalement par une large fraction de la jeunesse qui refuse cette politique traditionnelle et aspire à un autre mode de vie pour une autre société. Notre action doit s'amplifier en se tournant de plus en plus vers les travailleurs, chose difficile quand on refuse la démagogie, et nous devons nous lier plus directement avec les populations concernées.

La lutte anti-nucléaire doit renforcer son caractère anti-autoritaire et anti-capitaliste, développer la démocratie directe à la base pour s'orienter vers l'action directe et la désobéissance civile pour devenir une nouvelle force au sein du nouveau mouvement révolutionnaire autonome.

ECOLOGIE & REVOLUTION

« Si le mouvement écologique n'embrasse pas le problème de la domination sous tous ses aspects, il ne contribuera en rien à l'élimination des causes profondes de la crise écologique de notre époque. S'il en reste à une lutte réformiste contre la pollution ou pour la conservation de la nature sans prendre en compte la nécessité d'une révolution au sens le plus large, il servira seulement de soupape de sécurité au système actuel d'exploitation de la nature et des hommes. »

Manifeste du groupe « Ecologie Action East » Murray Boochin « Pour une société écologique ».

Ce texte date de 1969, et la plupart de M.B. sur l'écologie des années 65 à 74.

La lutte anti-nucléaire ne peut être conçue comme une lutte en soi, elle n'est qu'un des aspects le plus important de la lutte globale, écologique.

Actuellement on ne peut parler d'Ecologie sans se référer au projet électoral d'Ecologie 78. Il est certain que le mouvement écologique est divisé sur ce projet. La première critique vient de ceux qui refusent l'électoralisme (refus de la délégation de pouvoir) bien que le problè-

me réel, en ce qui concerne E.78 ne soit pas encore là. Mais surtout dans l'illusion idéaliste: « les idées en elles-mêmes peuvent changer quelque chose » ! Pour preuve cette citation: « Cependant l'expérience montre que l'écologie a avancé chaque fois qu'elle a pu parler et elle n'a vraiment pu parler et tout dire qu'à l'occasion d'élections » - « Vert » N8 organe du mouvement Environnement et Humanisme de Toulouse décembre 77 - Autant remercier la bourgeoisie d'offrir des élections, en dehors d'elles « point de salut ».

L'écologie en elle-même en dehors de toute stratégie révolutionnaire, devient l'objet de nombreuses convoitises électorales. Le plus malin est le PSU qui signe un accord au sommet avec le PCF et qui se permet à « la base » de racoler les écologistes pour apporter des voix au second tour à la gauche. Le racket électoral va bien.

La majorité des écolos de E.78 ne croient peut être pas à l'électoralisme mais pensent pouvoir utiliser le terrain, cette tactique déjà employée par les gauchistes a révélé sa vanité.



Certains diront que le programme n'est pas le même, soit il et l'écologie n'a pas besoin d'un programme de circonstances mais d'une stratégie révolutionnaire s'appuyant sur des pratiques concrètes. Le problème actuel n'est donc pas de savoir ce que fera E.78 aux élections mais que fera le mouvement écologique après les élections.

Venons en au programme minimum d'E.78: A priori ce programme ne définit aucun moyen, alors peut être les accepte-t-il tous ?

- le premier point : critique de la société productiviste... ne définit pas explicitement la société capitaliste moderne (du capitalisme privé ou d'Etat) ou que les « modes actuels de production, de travail, de consommation, et croissance » sont intimement liés et déterminés par le mode de production capitaliste: le salariat et l'économie marchande, que le capital tend à la domination totalitaire de toute la société, par les médias et la marchandises, que sa véritable nature est spectaculaire - marchande- (revoir les thèses de l'I.S.)

- le 2ème point pour l'abandon du nucléaire ne définit toujours pas les moyens. la priorité aux énergies dites nouvelles ne définit pas la relation entre technologie et mode de production.

- le point trois : critique de la destruction des équilibres naturels et humains doit être directement liée à l'action du capitalisme et qu'il ne peut y avoir de séparation entre la nature et l'homme: « dire que la vie physique et intellectuelle de l'homme est liée à la nature, c'est dire tout simplement que la nature est liée à elle-même, car l'homme est une partie de la nature » Karl Marx Manuscrit de 44 « le travail aliéné ».

La « gestion écologique de la flore et de la faune, des agro-systèmes et des éco-systèmes avec contrôle des ressources rares et épuisables. » ne redéfinit toujours pas les moyens et la nature de cette « gestion », qui gère quoi et comment ? « La priorité aux transports en commun » part d'une bonne intention, mais il faudrait redéfinir la qualité de ces transports et exiger leur gratuité, sans se faire d'illusion sur leur rôle réel: transporter plus rapidement la force de travail.

- point 4 la remise en cause de la centralisation étatique, bureaucratique, financière et industrielle, n'explique pas que le capitalisme moderne tend à la centralisation, produit la concurrence accrue, entraînant la centralisation

tout ce qu'il détermine: la finance, l'appareil bureaucratique et étatique.

- point 5, la restitution au profit des communautés régionales et locales des pouvoirs accaparés par l'Etat-nation. On n'analyse pas la nature de ces « communautés » ni des soi-disants « pouvoirs » accaparés par l'Etat, ce point relève de l'opportunisme électoral envers les régionalistes ou autonomistes.

- point 6 la remise en cause des rapports entre les nantis et les déshérités, aussi bien à l'échelle du pays qu'à celle de la planète. Un petit point d'humanisme chrétien, qui permet d'éviter les problèmes de fond de la lutte des classes dans la société moderne, la nature de l'impérialisme moderne avec ses nouvelles classes dirigeantes à son service dans les pays du tiers-monde etc...

- point 7 la recherche d'un équilibre: démographie/ressources. Le problème fondamental n'est pas d'adapter la démographie aux ressources mais de définir en fonction de chaque pays quelles sont les ressources les plus valables et en fonction de ces possibilités et de leur évolution trouver la démographie adéquate.

En plus du programme d'E 78 nous avons celui de la « Convergence pour l'autogestion, l'occitanie et l'écologie » dominée par le PSU (rappelons que celui ci a signé des accords au sommet avec le PCF et appelle au désistement au second tour pour la gauche). Entre le « front uni » de 78 et le Front autogestionnaire du PSU, il n'y a à priori qu'une divergence tactique, électorale. Ces projets électoraux ne peuvent qu'escamoter les luttes réelles: les actions de masse sur le terrain; les actes de sabotage et la solidarité aux camarades arrêtés... ce déploiement d'idéologie écologiste entraîne l'immobilisme jusqu'au 19 mars au moins ! C'est pourquoi nous refusons la stratégie électorale qui divise le mouvement et ne lui offre aucune perspective concrète à long terme.

Le mouvement anti-nucléaire, écologiste, doit devenir une des composantes essentielles du nouveau mouvement autonome révolutionnaire. Il doit contribuer à l'élaboration de sa stratégie, à l'approfondissement de la critique radicale et globale de la société moderne.

Dans l'immédiat nous proposons des actions sur le terrain avec la perspective de rassemblements pour le 19 mars. Ces rassemblements devraient être organisés par des coordinations régionales dès maintenant...

(à suivre)

Au niveau local pour élargir l'initiative avec d'autres groupes nous devons créer des collectifs autonomes (lutte de quartier, lutte anti-militariste, féministe etc..)

Un copain de Toulouse nous envoie cet article. Pour tout contact écrivez MARTIN H. BP4098.- 31030 Toulouse Cedex.

FRONT LIBERTAIRE

est inculpé d'apologie de meurtre de crime et d'incendie, à la suite d'un article des NAPAP.

Le Pouvoir veut détruire ce qui le gêne...

PAR TOUS LES MOYENS!

SOUTENONS FRONT LIBERTAIRE